

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Un coopérant français libéré par le Polisario

«SI J'ETAIS SAHARAOUI, JE SERAIS MOI AUSSI GUERRILLERO»

C'est vendredi en présence du secrétaire général de l'ONU que les 8 Français, détenus par le Polisario, doivent être libérés.

A des journalistes qui ont pu les interroger, les Français ont confirmé avoir été très bien traités : «Nous mangions mieux que les soldats», dirent-ils.

L'un d'eux, un cheminot, a dénoncé le fait que son travail avait été détourné à des fins militaires : «Je suis venu en Mauritanie pour entretenir des voies de chemin de fer (...). Je soudais sur les wagons des socles d'ancre de mitrailleuses (...).



(suite page 3)

Une preuve d'amitié et de confiance : l'un des 8 prisonniers français s'entraîne au tir avec ses gardiens.

Editorial

A RHONE-POULENC : PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

Rhône-Poulenc, ce sont 113 000 salariés aujourd'hui. En 1971, il y avait 120 000 personnes. Le chiffre d'affaires global réalisé en 1971 était de 12,03 milliards, en 1976, il était de 21,07 milliards. La division textile représentait 55 761 personnes.

Rhône-Poulenc-Textile par lui-même comptait 22 500 personnes en 1971, 13 300 aujourd'hui. 6 000 licenciements sont prévus dans Rhône-Poulenc, section textile, soit 45 % des effectifs globaux. Ce n'est pas la première vague de licenciements.

En 1975, la direction avait annoncé 4 000 licenciements et la fermeture de l'usine de Vaulx-en-Velin était décidée. En 1976, l'usine de Péage-de-Roussillon devait fermer au 30 septembre. Auparavant, 515 licenciements y avaient été décidés.

Tout au long de l'année 1976, de dures luttes avaient éclaté dans le trust, dans le textile en particulier. Cela a été le cas à Grenoble, Gauchy, Vaulx-en-Velin, Arras, Venissieux, «Belle Etoile», Colmar.

Aujourd'hui les usines qui sont appelées à «reconvertir» leurs activités sont celles de Lyon-Vaise (2 000 personnes) Besançon (2 100), Vaulx-en-Velin (1 700), la Vouille (800), Givet (450). Dans un deuxième temps, les installations de rayonne et de fibres artificielles, jugées périmées, seront abandonnées ou reconverties : cela touche 2 000 personnes.

Pourquoi ces licenciements ? Dans le textile où divers groupes monopolistes puissants s'affrontent au niveau mondial, la répartition des profits capitalistes change. Ainsi RPT aurait perdu 730 millions de francs anciens en 1975, 575 millions en 1976 et probablement

700 millions cette année, soit plus de deux milliards en 3 ans. Or un capitaliste, pour vivre, doit faire des profits, sans cela il disparaît. A la rivalité des groupes monopolistes entre eux s'ajoute la lutte des pays du tiers monde pour faire payer leurs matières premières à un juste prix.

Pour résoudre ces problèmes, le monopole RPT en l'occurrence coupe les mauvaises branches de son arbre. Il rentabilise ce qui peut encore l'être, investit pour rentabiliser des découvertes (nouvelles fibres synthétiques, etc.). Il installe ses usines dans des pays où la main d'œuvre est nombreuse et peu chère : les pays du tiers monde et de l'Europe de l'Est. Il amasse ainsi des sommes énormes et très rapidement.

Comme facteur secondaire vient s'ajouter une répression féroce sur les masses dans divers pays : Chili, Argentine, URSS, Pologne, Corée du Sud, autant de raisons supplémentaires pour aller y investir.

Face à cette restructuration, que doivent faire les travailleurs ? Ils ne doivent pas attendre que les licenciements de mitrailleuses (...) mencent à se battre. Ne pas attendre comme l'on fait les dirigeants CGT à Usinor-Thionville ou à la SNCF que tout soit fait pour finalement baisser pavillon et pleurnicher.

Il faut clairement définir la cible. La cible, c'est le capitalisme. C'est le système lui-même qui est à l'origine de la crise. Or les dirigeants révisionnistes ont d'ores et déjà lancé leur campagne. Il faut «Fabriquer français», ne «pas investir à l'étranger».

(Suite page 8)

NUMERO SPECIAL !

A L'INTERIEUR 4 PAGES
SUR LA BATAILLE
POLITIQUE DE 78

**ABONNEMENT
SPECIAL DU
16 JANVIER AU
19 MARS 1978**

Les marxistes-léninistes se serviront des élections législatives pour faire connaître plus largement leur ligne politique, leurs propositions, tout en combattant sans compromis l'électorisme et les illusions que cela entraîne. C'est la raison principale pour laquelle l'Humanité rouge sera quotidiennement sur 8 pages du 16 janvier (daté du 17) au 19 mars.

Par ailleurs, pour permettre de préparer un certain nombre d'articles à l'avance, portant sur la campagne, travail de documentation qui demande un minimum de temps de préparation, la parution du quotidien sera suspendue entre Noël et le jour de l'An.

La parution du quotidien sur 8 pages demandera des efforts supplémentaires, or le comité de rédaction a des forces restreintes. De plus, cela permettra de faire quelques économies !

Pour élargir encore sa diffusion, le mieux sera d'appuyer la sortie en kiosques du quotidien par le lancement d'une campagne d'abonnement.

Profitez de cette occasion, où les discussions politiques sont plus nombreuses, pour faire connaître largement autour de vous l'Humanité rouge, abonnez-vous, abonnez vos amis ! Faites un abonnement spécial pour la campagne politique :

- pour un mois (22 Nos) : 30 F
- pour deux mois (44 Nos) : 60 F

Sachez aussi que les abonnements sont une rentrée d'argent sûre, qu'ils permettent d'avoir de l'argent frais tout de suite disponible. C'est donc une aide pour l'équilibre financier du journal.

● Renault Cléon

Un mort : la fatalité ?

Un ouvrier contrôleur est mort, mardi matin, sur la chaîne RG moteur, tué par un clark. Sur des sols imbibés d'huile, roulant à des vitesses excessives (production oblige), les clarks, malgré les pistes spéciales, doivent se faufiler dans des bâtiments surchargés de matériel.

Avec cet accident, il est bien clair que ce n'est pas le cariste qui doit être mis en cause mais la direction qui, par une politique délibérée, met en jeu la vie des travailleurs de cette usine.

Bien sûr, la Régie investit des millions sur des panneaux incitant à la sécurité, elle a aussi mis sur pied, avec les syndicats, des commissions d'hygiène et de sécurité, et si certaines améliorations ont été apportées, les problèmes de fond ne sont pas abordés.

La mort de cet ouvrier est là pour le rappeler.

L'année dernière, il y avait eu un accident du même type ne faisant qu'un blessé. Et c'est vraiment un coup de chance qu'il n'y ait

pas eu plus d'accidents de ce genre.

Un exemple parmi tant d'autres : pour les OS, les chaussures de sécurité ne sont pas obligatoires et il faut faire des pieds et des mains pour les avoir. Par contre, toute la maîtrise en a, même dans leurs bureaux chauffés.

Mercredi, la CFDT a appelé par tract à un débrayage afin que les ouvriers aillent voir la direction à 10 h 30. La CGT a aussi diffusé un tract appelant à un débrayage, mais à midi.

Au-delà de ces querelles de chapelle, plus de 80 % des ouvriers ont débrayé, atelier par atelier, débrayage d'une demi-heure à une heure, des groupes ont défilé toute la journée dans l'usine. Il y a eu une minute de silence observée par tous les ouvriers, une délégation fut reçue par la direction qui a regretté cet accident, qui a dit prendre en compte les protestations mais reprochant aux syndicats de profiter de cet accident pour faire de l'agitation.



• Métro de Marseille

Les ouvriers morts et blessés dont on n'a pas parlé

Il manquait beaucoup de monde à l'inauguration du métro de Marseille : les 1 500 ouvriers qui l'ont construit. Parmi eux, 1 050 ouvriers nord-africains, une centaine de Portugais, et 200 Français.

Au cours des travaux de creusement, deux d'entre eux sont morts victimes d'accidents du travail. Mochache Khaouer, Algérien, père de cinq enfants, mort sous un éboulement le 25 juillet 1975 près de la station «Eglise des Chartreux». La seconde victime, Jean-Pierre Lucas, Français, conducteur d'engin a également été pris sous une coulée de terre le 22 août 1975, non loin de la station «Chartreux».

A la suite d'accidents graves, un certain nombre de travailleurs sont maintenant handicapés à vie. «On en connaît au moins cinq, révèle un délégué CFDT : trois coffreurs et deux conducteurs d'engins. Ceux-là ne pourront jamais reprendre le travail».

Le chiffre des accidents au cours de ces trois années a d'ailleurs été particulièrement élevé. Les totaux des accidents dans les chantiers souterrains du métro ont été supérieurs de 10 % à celui admis dans l'ensemble du bâtiment. Sans compter les bronchites chroniques contractées à cause de l'humidité dans les galeries.

Ces travailleurs n'ont pas subi passivement ces conditions de travail déplorables, ces accidents. Des luttes très dures ont également eu lieu contre les conditions de travail très pénibles, pour la sécurité, contre les salaires insuffisants, la santé, le respect des droits syndicaux. La première de ces luttes fut victorieuse et a permis aux ouvriers d'obtenir deux mois de congé dont un payé.

Où sont-ils maintenant ?

C'est bien difficile à dire. 20 % environ soit 250 à 300 auraient retrouvé du travail. On estime, par ailleurs, que 20 à 39 % des ouvriers nord-africains sont «retournés au pays».

Au début de l'année 1977, 390 d'entre eux ayant travaillé au métro étaient inscrits au chômage. A cette date, l'ANPE demandait la radiation du chômage de 90 d'entre eux. 60 radiations étaient déjà acceptées.

Actuellement, à quelques exceptions près, il n'y a pratiquement plus de «chômeurs du métro» inscrits à l'ANPE. Tous ou presque ont été radiés.

Pour les travailleurs qui l'utilisent, le métro constitue une amélioration des transports. Cependant, il est très insuffisant. Les tarifs ont augmenté de 21 % avec la nouvelle tarification. Le métro est inaccessible aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Sport

Billets non déclarés et caisses noires au «Paris St Germain»

Le club parisien de football, le «Paris Saint-Germain», est actuellement secoué par un scandale.

Parmi les faits troublants, dévoilés ces jours derniers, il y a ceux-ci : certains s'étonnaient de la différence entre le nombre relativement élevé de spectateurs lors de certains matches et les chiffres fournis par la direction du club. Cette constatation semble avoir reçu une part d'explication avec la découverte de l'existence d'une double billetterie. La loi oblige les clubs à déclarer tous les travaux de billetterie, c'est-à-dire tous les billets fabriqués pour le club, ceux-ci étant taxés par le fisc. Il semble que seule une partie des billets ait été déclarée, l'autre non. Les billets non déclarés étaient vendus, en priorité et en des points de vente échappant aux divers contrôles.

Ainsi donc, le club aurait fait des recettes non déclarées de plusieurs millions de francs. Ces deux types de billets auraient alimenté une double comptabilité et l'existence d'une caisse noire, comptabilité-annexe permettant d'effectuer des dépenses très importantes pour payer certains joueurs : tels que Bianchi, Humberto, Heredia.

Il est certain que cette gymnastique financière est de règle dans la plupart des clubs. Mais «Le Paris-Saint-Germain», lui, n'aurait pas su faire preuve d'assez d'habileté.

AVIS AUX DIFFUSEURS ET LECTEURS DE LA REVUE «PROLETARIAT»

le numéro 15 sortira vers le 20 janvier prochain.

Nous vous demandons d'effectuer sans tarder les règlements de vos primes du no 14, afin de pouvoir payer l'imprimeur qui exige un règlement préalable à la sortie du prochain numéro.

Voici l'adresse et le CCP de notre revue : Proletariat BP 320-13213 Marseille Cedex 1 CCP : no 2190-89 - H centre de Marseille.

• République fédérale d'Allemagne

Une proie de choix pour les agents secrets de l'EST

L'affaire Lutze, l'espionne est-allemande qui avait eu accès à quantité de dossiers militaires secrets de l'OTAN, a attiré à nouveau l'attention sur l'intense espionnage soviétique et est-allemand en Allemagne de l'Ouest.

Selon les autorités ouest-allemandes, il y aurait quelques 16 000 agents secrets du KGB et de son équivalent est-allemand, le MFS, en Allemagne de l'Ouest.

C'est dire l'intensité de la subversion social-impérialiste dans ce pays qui, il est vrai, constitue une proie de choix. D'abord du fait de sa position stratégique, aux frontières de l'Empire soviétique. Miner la machine militaire de Bonn et en savoir le maximum à son sujet, voilà deux objectifs faciles à comprendre dans le cadre des préparatifs agressifs de l'URSS contre l'Europe de l'Ouest.

Mais il y a une seconde raison à l'intensité de ces activités d'espionnage. C'est que l'infiltration d'espions y est relativement aisée : depuis la fin de la seconde guerre mondiale, plusieurs millions de gens originaires de territoires maintenant est-allemand, polonais et soviétique, se sont «réfugiés» à l'Ouest. Certains de ces réfugiés ont accédé à d'importantes responsabilités au sein de l'Etat de Bonn. Et quoi de plus facile pour le KGB ou le MFS que d'infil-

trer ses agents dans ce flot humain ?

Surtout que ce travail très spécial dispose de très gros moyens et est planifié à long terme. Le KGB et le MFS se soucient dans le détail de l'avancement de leurs agents dans l'appareil d'Etat ouest-allemand. L'exemple de G. Guillaume, qui fut conseiller de l'ex-chancelier Willy Brandt avant d'être démasqué en 1974 le montre bien : passé à l'Ouest dans les années cinquante, il a gravi un à un tous les échelons de la hiérarchie du Parti social-démocrate, et est petit à petit devenu de plus en plus «opérationnel».

De plus, les espions arrêtés et condamnés sont à peu près sûrs de ne pas purger toute leur peine et d'être échangés tôt ou tard... contre des espions américains ou ouest-allemands incarcérés en URSS et au Allemagne de l'Est (RDA).

Certes, les services du contre-espionnage ouest-allemand ne restent pas les bras croisés face à cette subversion. Ces trois dernières années, ils ont obtenu certains succès en prenant

de gros poissons comme G. Guillaume (1974) ou R. Lutze (1976), et aussi des dizaines de poissons plus petits.

Il y a un an et demi, des dizaines d'agents est-allemands, sentant le filet se resserrer autour d'eux, sont vite retournés en RDA pour ne pas se faire prendre.

Mais cette lutte contre l'espionnage de l'Est est affaiblie par les rivalités de clans qui se déchènent dans les milieux bourgeois dirigeants, chacun essayant de rejeter ses responsabilités sur d'autres, en les accusant de négligences... ou bien même en les suspectant d'é-

tre eux aussi, des agents de l'Est.

Ainsi, juste après l'arrestation de G. Guillaume, en 1974, certains ont fait planer le doute sur le chef du contre-espionnage ouest-allemand, G. Nollau. Et celui-ci vient de se venger en révélant toutes les négligences et les intrigues de différents politiciens. Il vient aussi de révéler le fin mot de la chute de Brandt en mai 1974, chute qui serait due, non pas principalement comme on aurait pu le croire, à la découverte d'un espion à ses côtés, mais bien du fait qu'il voulait éviter que ne soient révélées certaines aventures galantes extra-conjugales qui auraient terni son image de marque.

• Afrique du Sud

Le régime raciste de Vorster a encore tué. Lundi et mardi, de nouveaux affrontements violents se sont produits dans les cités africaines autour de Port-Elizabeth, les Africains protestaient contre la politique d'apartheid du gouvernement. La police a tué par balles l'un des manifestants. Trois personnes ont été arrêtées.

Pour faire régner un véritable climat de terreur, le gouvernement se sert de groupes fascistes et racistes pour accomplir des actes qu'il ne peut faire lui-

même directement.

Un groupe de blancs s'apparentant au Ku Klux Klan des Etats-Unis a menacé le quotidien africain «The Voice» de faire sauter des locaux si la publication du journal n'était pas arrêtée le 31 décembre. La lettre de menaces est signée du

«commandant en chef» du PFFSLD (Le Front populaire de la force pour le massacre des gauchistes et des anti-establishment). Le régime de Vorster au bord de la chute, est amené à employer de tels procédés.

• OPEP

Discussions sur l'augmentation du prix du pétrole

La Conférence de l'OPEP (organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole), la 50e depuis la création de cet organisme, a ouvert ses portes à Caracas, capitale du Venezuela.

Peu avant l'ouverture, l'Algérie a déclaré qu'elle était favorable à un «accroissement juste et régulier des prix du pétrole» en soulignant que «l'inflation mondiale, la chute brutale du dollar, la perte du pouvoir d'achat du baril de pétrole devraient être autant de raisons majeures justifiant un accroissement des prix du pétrole».

Le président vénézuélien, Perez a proposé mardi à la conférence que les prix du pétrole brut soient augmentés de 5 à 8 % pour 1978. Il propose que les revenus supplémentaires résultant de cette augmentation servent à payer les dettes extérieures des pays du tiers monde les plus pauvres, c'est à dire, ceux qui n'exportent pas de pétrole.

Cet argent pourrait être

distribué par le biais d'un organisme auquel participeraient l'OPEP, le groupe des soixante-dix-sept (pays en voie de développement) et le Fonds monétaire international.

Par ailleurs, Perez a proposé la création en 1978 d'un fonds de développement du tiers monde qui pourrait bénéficier d'apports financiers substantiels de l'OPEP. Le président vénézuélien a d'autre part violemment attaqué «l'égoïsme et l'incompréhension» des grands pays industriels dont le «pillage énergétique» a mis le monde au bord de la «crise la plus affreuse» à laquelle ait jamais été confrontée l'humanité.

Ces propositions qui vont dans le sens de l'opposition des pays en voie de développement aux pays riches industrialisés sont très discutées.

L'un des points importants de cette conférence sera aussi l'étude de la programmation de la production de pétrole.

ECONOMIE DES PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES

Angleterre. Etats Unis. France. Allemagne. Japon (précis historique)

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies : Les Herbes sauvages La Force du Livre Paris 20e Lyon 1er et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

EXTRAIT DU SOMMAIRE

CHAPITRE IV - LA France

1. Du XVIe au XVIIe siècle, décadence du système féodal français et premier développement des rapports capitalistes
2. Le rapide développement de l'économie après la révolution bourgeoise et l'établissement du système capitaliste.
3. La formation du capitalisme monopoliste...
4. L'affaiblissement et les dommages causés à l'économie française par la Première Guerre mondiale.
5. La perturbation de l'économie française et le renforcement du capital monopoliste entre les deux guerres mondiales
6. Graves dommages causés par la Deuxième Guerre mondiale à l'économie française et exacerbation des contradictions de classes et des contradictions nationales.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Réponse à quelques questions

LES RAISONS DE NOTRE CHANGEMENT DE TACTIQUE

Un lecteur de Belgique nous rappelle une correspondance échangée au moment des élections législatives de 1973. Il s'interroge sur les raisons qui nous ont conduits à changer de tactique en décidant de présenter, cette fois, des candidats. Il se demande s'ils ne seront pas amenés du fait de leur participation aux élections, à faire des concessions sur les principes. Voici quelques réponses à ces questions.

Les prochaines élections législatives font bien partie, notre lecteur a tout à fait raison de le souligner, du « jeu électoral bourgeois », au même titre que les législatives de 1973, et les élections présidentielles, cantonales et municipales qui ont eu lieu depuis.

A chaque fois, il s'agit pour la bourgeoisie et les différents partis qui la représentent de développer le fondement du « jeu électoral bourgeois » qu'est l'électoratisme. Ils veulent faire croire qu'il est possible de supprimer l'exploitation en changeant simplement la majorité ou le gouvernement, les hommes et les partis au pouvoir.

NOTRE POSITION FONDAMENTALE RESTE INCHANGÉE

Les candidats marxistes-léninistes dénonceront comme tous nos militants ces illusions électoralistes.

Ils expliqueront que les élections législatives ne changeront rien au système capitaliste, que les partis bourgeois de « gauche » veulent simplement prendre le pouvoir d'État bourgeois par les élections pour gérer le capitalisme.

Ils ne se placeront donc pas dans le cadre du jeu électoral bourgeois puisqu'ils le dénonceront au contraire avec vigueur. Ils ne feront aucune concession à la constitution bourgeoise puis-

qu'ils appelleront au contraire les travailleurs à préparer la révolution prolétarienne qui la détruira, comme toute la machine d'État bourgeoise, pour instaurer à la place la dictature du prolétariat.

Ils expliqueront ainsi clairement que le choix ne se situe pas entre les partis bourgeois de droite ou de « gauche », mais entre la voie pacifique électoraliste et la voie révolutionnaire. Comme on le voit, il n'y aura aucune concession sur les principes et notre position antiélectoraliste fondamentale reste intégralement inchangée.

Il ne s'agit que d'un changement de tactique conforme aux enseignements de Lénine selon lesquels participer ou non aux élections est une question tactique qu'il convient de résoudre chaque fois en fonction des conditions concrètes du moment.

Voyons justement quelle est la situation actuelle. L'expérience a montré à

plusieurs reprises que le mot d'ordre d'abstention tactique n'était pas le plus approprié dans la période actuelle, où les illusions électoralistes ont fortement pris sur le mouvement de masse.

Bien des travailleurs, pourtant avancés du point de vue de la conscience révolutionnaire, se laissent encore abuser au moment des élections. Ils sont alors tentés du fait d'illusions persistantes et aussi par réaction contre la bourgeoisie au pouvoir, d'aller voter pour les partis « de gauche ».

La position tactique d'abstention ne permet pas alors de se faire entendre comme il conviendrait de maints de ces travailleurs. Seuls des candidats révolutionnaires prolétariens seront en mesure, en descendant combattre la bourgeoisie dans l'arène électorale, d'aller au-devant de ces travailleurs et d'empêcher les partis bourgeois de récupérer leur mécontentement.

(Suite page 6)

Composition sociale de l'Assemblée nationale élue en 1973



DASSAULT Ingénieur
(D'après le recueil officiel).



MARCHAIS Métallurgiste

Dassaault est en fait un capitaliste très fortuné et c'est notamment dans les usines Messerschmidt en Allemagne nazie que Marchais a été métallurgiste.

En examinant de près le tableau de répartition par catégories professionnelles de l'Assemblée nationale actuelle, on s'aperçoit que :

1) L'encadrement de l'industrie (PDG, ingénieurs et cadres) représente 120 députés, soit presque le quart de l'Assemblée.

2) Les personnes appartenant à l'appareil d'État (fonctionnaires et enseignants) représentent 155 députés, soit un peu plus de 30 % de l'Assemblée.

3) Ce que l'on peut considérer comme la moyenne bourgeoisie (médecins, hommes de loi, commerçants, etc.)

représente 129 députés, soit un peu plus du quart de l'Assemblée.

Ainsi, la bourgeoisie s'assure dans cette Assemblée 404 sièges, soit 82 % de l'effectif total. Si on ajoute les quelques journalistes qui sont tous des hommes liés à la bourgeoisie, cela fait 85 % de l'Assemblée.

Les paysans ne représentent que 6 % de cette assemblée, encore s'agit-il le plus souvent de gros exploitants agricoles qui sont en fait des capitalistes.

Quant aux ouvriers et employés, c'est à dire la grande masse de notre peuple, ils ne sont représentés que par 42 députés, soit 8 % de l'Assemblée. Mais ce chiffre même fait illusion, car ces soi-disant ouvriers ou employés, tous députés du PCF, s'ils l'ont été effectivement autrefois, ne le sont plus depuis longtemps dans la plupart des cas. G. Marchais, par exemple, figure sur la liste comme ouvrier métallurgiste.

RÉPARTITION DES DÉPUTÉS PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES

PDG, hommes d'affaires, cadres de direction	87
Fonctionnaires (civils et militaires sauf enseignants)	80
Enseignants	75
Médecins, pharmaciens, dentistes, vétérinaires	65
Hommes de loi : Avocats, avoués, notaires, conseillers juridiques	43
Ingénieurs, techniciens et cadres	33
Agriculteurs, viticulteurs	31
Ouvriers	26
Commerçants, artisans, professions libérales	21
Employés	16
Journalistes	13

Les candidats marxistes-léninistes à Paris

Communiqué de presse

A Paris, comme dans le reste de la France, les communistes marxistes-léninistes de France participeront activement à la bataille politique de 1978 et présenteront des candidats d'union révolutionnaire des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires pour :

- combattre sur le plan intérieur les deux solutions politiques de la bourgeoisie dirigées contre les ouvriers et le peuple : celle de la majorité et celle du Programme commun (ce qui implique, entre autres, qu'aucun désistement n'interviendra au 2^e tour pour les partis de la fausse gauche)

- combattre sur le plan international l'impérialisme en concentrant les coups sur les deux super-puissances USA et URSS et en particulier, l'Union soviétique social-impérialiste.

- montrer que la seule alternative à la crise du capitalisme, c'est de préparer la révolution prolétarienne établissant le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

A Paris, des candidats profondément liés aux luttes de la classe ouvrière et du peuple, seront présentés dans cinq circonscriptions, parmi les plus populaires :

- 2^e circonscription (2^e et 3^e arrondissements)
Candidat : Roland Mérieux, ouvrier canalisations GDF.
Suppléant : Raymond Biger, facteur PTT 2^e arrondissement

- 13^e circonscription (13^e arrondissement - Salpêtrière-gare)
Candidat : Jean-Pierre Menvielle, inspecteur-élève PTT, licencié le 25 novembre 1977
Suppléante : Dominique Caubet, assistante d'anglais en faculté

- 27^e circonscription (18^e arrondissement - La Chapelle)
Candidat : Claude Lebrun, ouvrier métallurgiste, rédacteur en chef de l'Humanité rouge
Suppléant : Dzislaw Novak, auxiliaire PTT Clignancourt

- 28^e circonscription (19^e arrondissement - Villette-Combat)
Candidat : André Druenes, ouvrier métallurgiste, militant syndicaliste, exclu du PCF en 1965
Suppléant : Jean-Pierre Rispal, agent technique SNCF, gare de l'Est

- 29^e circonscription (19^e arrondissement - Amérique - Pont de Flandre)
Candidat : Pierre Bauby, agent EDF, militant syndicaliste
Suppléante : Claudine Ailhaud, secrétaire EDF

Ces candidats sont soutenus par le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

POUR POUVOIR VOTER EN MARS 78 PENSEZ A VOUS INSCRIRE

Pour pouvoir voter, il est nécessaire d'être inscrit sur les listes électorales. La date limite de la révision annuelle de ces listes est fixée au 31 décembre. Donc :

- si vous ne vous êtes jamais fait inscrire sur les listes électorales,

- si vous devez avoir 18 ans avant le 1^{er} mars 1978

- si vous avez changé de domicile depuis votre inscription sur les listes électorales, vous devez vous inscrire avant le 31 décembre 1977 à la mairie de votre domicile (service des

élections). Pour se faire inscrire, il faut être muni :

- d'une pièce d'identité
- d'une attestation de domicile (quittance de loyer, de gaz, d'électricité, etc.).

Vous pouvez effectuer cette démarche aux heures normales d'ouverture des bureaux des services municipaux. Pour faciliter les choses, certaines mairies ouvrent des bureaux annexes, d'autres ouvrent le samedi matin pendant le mois de décembre. Renseignez-vous et n'attendez pas le dernier moment.

CLERMONT - FERRAND Une classe ouvrière aux traditions de lutte

En 1947-48 dans tous la France eurent lieu de grandes luttes.

A Clermont en mai-juin de cette année-là il y eut des luttes importantes à Bergougnan qui d'ailleurs en creva. De très durs affrontements se produisirent avec les CRS nouvellement créés par Jules Moch.

Les flics avaient décrété

le quartier de Bergougnan «périmètre interdit». Il fallait aux habitants un laissez-passer pour sortir du quartier ou rentrer chez eux.

Dans l'usine occupée, les ouvriers se sont battus atelier par atelier, contre les CRS qui voulaient reprendre l'usine par la force. A la fin de la grève, l'usine était pratiquement détruite. Bergougnan fut ruiné et son entreprise rachetée par Michelin.

En 1949, chez Michelin, une grande grève dura deux mois. Ce fut jusqu'à lundi dernier la dernière lutte d'ensemble des ouvriers de Michelin. L'URSS, alors socialiste, envoya du sucre en solidarité avec les grévistes. Toujours chez Michelin,

il y a trois ans, au moment de la signature de l'avenant (renouvellement de la convention salariale) des luttes dures éclatèrent également.

LA SITUATION ET LES LUTTES ACTUELLES

Il y a 15 000 chômeurs à Clermont. De nombreuses entreprises ont fermé. Olier, Coponobouc (imprimerie), Amso (amiante), Barse.

Depuis deux ou trois ans, des luttes se développent dans de petites entreprises contre les licenciements,

contre les bas salaires, contre les mauvaises conditions de travail.

A SPCP (Société centrale de plastique caoutchouc) qui compte 150 ouvriers en majorité des femmes OS : en 1972, une grève dura deux mois. Un comité de soutien très large fut créé. La lutte bénéficia du soutien actif des paysans qui apportèrent à l'usine leurs produits. Les ouvriers ont participé à la coordination des luttes de LIP.

Les dirigeants du PCF ont joué ouvertement un rôle

de jaunes. Ils ont appelé au respect de la «liberté du travail» en pleine occupation. Le lendemain de cet appel, les flics intervenaient et vidaient les grévistes. Des collectes eurent lieu un peu partout avec beaucoup de succès. Aujourd'hui, malgré le reflux de la lutte, l'usine reste encore occupée.

D'autres grèves ont eu lieu récemment à la SMG (voir notre article sur Jean-Michel Paljkovic), à Radar, aux Nouvelles-Galeries, chez Pauly, à l'imprimerie Montlouis, à SHR (restaurant d'entreprises), chez Brun.

Ces luttes le plus souvent maintenues dans l'isolement ont connu des échecs. Elles sont en général contrôlées avec des difficultés souvent, par le PCF.

Au moment où nous écrivons, cet article, les 20 000 ouvriers de Michelin sont en grève, ce qui n'était pas arrivé depuis 1949, si l'on excepte mai 68. La lutte est dirigée contre la tentative de faire travailler les ouvriers en semi-continu. Cette lutte est un événement important nationalement. Nous en avons parlé dans notre édition de jeudi.

Malgré la rénovation qui vise à chasser du quartier les habitants traditionnels pour les remplacer par les couches supérieures de la petite et de la moyenne bourgeoisie, le 13e arrondissement reste un des quartiers les plus populaires de Paris.

Depuis une dizaine d'années, une véritable frénésie immobilière s'est emparée des promoteurs et le taux de construction de logements dans le 13e a été le plus fort de Paris (augmentation de 11,1 % de la surface construite entre mai 1968 et 1976). Ainsi, dans le quartier «Italie», les tours se sont mises à pousser comme des champignons ; à usage mixte, elles abritent des bureaux et des logements. Le prix des loyers est beaucoup plus élevé que dans le 19e, le 18e ou le 20e, aussi élevé que dans les quartiers les plus chers de Paris (5,50 F à 7,50 F le m² en HLM, 7 F à 16 F en ILN, 9 à 20 francs en location libre).

La population a baissé de 1962 à 1968 (166 709 à 158 000) puis est remontée jusqu'à 163 313 en 1976, tandis que sa composition changeait, les ouvriers, artisans et petits employés n'ayant pas la possibilité de

payer le loyer dans les nouveaux immeubles. Si la proportion d'ouvriers est inférieure à 30 %, elle reste l'une des plus importantes de Paris et il y a notamment près de 10 000 ouvriers immigrés surtout concentrés au sud de l'arrondissement, près des boulevards extérieurs.

Sur le plan de l'emploi, on a vu disparaître 101 usines ou ateliers, 231 fonds de commerce. Ils ont été remplacés par de nombreux bureaux et d'autres emplois

du secteur tertiaire. C'est ainsi qu'on a vu se construire le centre commercial Galaxie à l'angle de l'avenue d'Italie et de la place d'Italie, un Euromarché et un hypermarché Casino. Il y a, outre ces entreprises commerciales, une implantation ancienne de très grandes entreprises industrielles et hospitalières : le groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, le centre de tri PTT Orléans-Austerlitz, la gare d'Orléans-Austerlitz, etc.

Forces politiques en présence

Le PCF qui est doté de conseillers généraux et d'un député, Gisèle Moreau, a de nombreux adhérents dans le 13e. Mais, s'il fait des meetings consacrés à ses disputes avec le PS (comme le 13 décembre), aux «exploits» de Gisèle Moreau ou du conseiller, André Voguet et autres «amanitous» révisionnistes à la Chambre des députés, par contre il est étrangement absent dans les luttes. Il n'a pas daigné soutenir l'occupation du 87, avenue d'Ivry, impulsée par la CNL 13e ; il ne s'est pas déplacé non plus à l'Euromarché quand un délégué syndical CFDT s'est fait tabasser à coups de cendriers par trois vigiles de la direction.

Le PS regroupe un certain nombre de notables,

de cadres, d'étudiants d'élite, etc. qui interviennent «gentiment» de temps en temps auprès des pouvoirs publics pour essayer de redorer leur blason.

A part ces deux partis, on note la présence du RPR avec une antenne place d'Italie et du parti de Le Pen, lié au RPR et au commissariat du 13e.

Enfin les trotskistes, principalement l'OCT, regroupant surtout la petite bourgeoisie, s'activent beaucoup dans les organisations de quartier (groupes femmes, le 13e en lutte, etc.). Les marxistes-léninistes, outre les cellules du PCMLF, sont représentés par une cellule du PCR (ml) qui milite surtout sur le front du logement.

Deux grandes entreprises où les marxistes-léninistes sont présents

Groupe hospitalier : la Pitié-Salpêtrière

Il y a à près de 10 000 employés en tout dans ce groupe hospitalier, le plus important de l'Assistance publique, entreprise géante dont le conseil d'administration a à sa tête Chirac.

On compte une forte proportion de travailleurs des colonies françaises (quadoupéens, martiniquais surtout dans les emplois les moins payés : aides soignantes hospitalières, filles de salles, et de nombreux auxiliaires (cuisines) ainsi que des travailleurs d'entreprises sous traitantes. Le laboratoire de bactériologie est le plus moderne de France

provenant du réseau sud-ouest, par rapport auquel le centre d'ailleurs branché sur la gare d'Orléans-Austerlitz joue un rôle de centralisation et de ventilation. Ce sont eux également qui traitent les dépêches «aviation-étranger» à destination d'Orly. Les postiers de ce centre de tri ont de riches traditions de lutte. En 1968, ils ont occupé. En 1974, ce centre a été l'un des premiers à se mettre en grève à la suite du PLM. Les revendications actuelles portent comme dans les autres centres de tri sur les salaires, les effectifs, et l'amélioration des conditions de travail : bruit infernal des chaînes en salle, poussière et froid au transbordement.

Centre de tri Orléans-Austerlitz

Du fait de la restructuration portant sur les Centres de tri de banlieue le nombre d'employés qui était de 2 000 en 1974 a baissé considérablement mais reste supérieur à un millier. Ces postiers travaillent à la maintenance, au transbordement et au tri du courrier

L'EMPIRE MICHELIN

Du point de vue économique, Clermont c'est d'abord l'empire Michelin, un des trusts mondiaux du caoutchouc, l'un des rares monopoles français ayant réussi à s'implanter aux USA. Michelin a des usines un peu partout dans le monde : aux USA, au Canada, en Amérique latine, en Europe (Italie, Espagne, Angleterre, suède), etc.

A Clermont même, 28 000 personnes travaillent chez Michelin, dont 20 000 ouvriers aujourd'hui en grève. Cette entreprise constitue donc l'une des plus grandes concentrations ouvrières de France, à l'égal par exemple de Renault-Billancourt. La majorité des petites entreprises de la région, surtout celles de la métallurgie, font de la sous-traitance pour Michelin.

Celui-ci fait travailler à

peu près 80 000 personnes sans compter le secteur tertiaire qui en dépend pour beaucoup.

Michelin emploie beaucoup d'ouvriers immigrés. La direction générale du trust est évidemment très réactionnaire. Elle n'appartient pas au CNPF, jugé trop mou. Le patron Michelin a soutenu le fasciste Tixier-Vignancourt lors des précédentes élections.

Partout, dans ses usines, la direction essaye d'implanter la CFT à l'exemple de Citroën ou de Simca.

A Clermont cette tactique a largement recours au paternalisme. Michelin prend en charge les enfants de ceux qu'il emploie dès leur naissance. Ils naissent Michelin, jusqu'en 1968, allaient à l'école Michelin, les apprentis apprennent chez Mi-

chelin, les ouvriers peuvent loger chez Michelin, se soignent s'ils veulent à la clinique Michelin, font rembourser leurs soins au centre de Sécurité sociale ou à la mutuelle Michelin, se ravitaillent dans les magasins Michelin, vont aux stades Michelin et meurent Michelin. L'université de Clermont dispense ses cours en fonction des besoins du trust. La direction possède ses propres services «d'espionnage» des ouvriers et intervient dans la vie privée. Par exemple, un enfant d'ouvrier qui recevait une bourse Michelin sortait avec une jeune fille. La maison a supprimé sa bourse sous le prétexte qu'il ne pouvait à la fois fréquenter une fille et obtenir de brillants résultats.

Telles sont rapidement quelques caractéristiques de ce monopole capitaliste.

Les partis de la bourgeoisie

LES SOCIALISTES «prédominant»

Les socialistes tiennent le haut du pavé, électoralement, ils sont traditionnellement élus à la mairie. Aux dernières municipales, des membres du PCF ont été aussi élus. Les socialistes de Clermont sont dans la lignée des vieux sociaux qui ont participé à la guerre d'Algérie.

Par exemple, sous leur impulsion, la ville a été durant la guerre d'Algérie, un fief du MNA et le FLN a eu beaucoup de mal à s'y développer. La municipalité s'est associée en 65 aux tentatives de Defferre pour créer un rassemblement centriste.

En 1965, la municipalité avait accordé au fasciste Tixier-Vignancourt une salle pour qu'il puisse y tenir une réunion électorale, malgré une opposition populaire sérieuse. Au moment de la réunion de Tixier, 2 000 manifestants étaient orés à la virer quand le

PC, pour éviter l'affrontement, a proposé sans grand succès, d'aller déposer une gerbe au monument aux morts. C'était là la première lutte, antiréformiste et anti-révisionniste, d'envergure à Clermont.

La municipalité de gauche cohabite sans problème avec Michelin.

Durant une grève aux Nouvelles galeries, alors que des cadres et des jaunes travaillaient, la municipalité dont l'autorisation est indispensable pour cela, autorisait la direction à solder de façon à attirer les clients et à casser la grève. Par devant, dans des tracts, ils disaient soutenir la grève.

A propos du barrage de Nausac, les conseillers généraux de gauche et de droite, du département, défendent les intérêts des gros paysans de la Limagne. Ils sont pour le barrage. La réunion du Conseil général sur Nausac

de nouveau, les dirigeants de la CGT sabotent la lutte. Un jour, au cours de cette lutte, une quarantaine d'ouvriers vont exiger de l'UD-CGT qu'elle tire un tract. L'UD refuse. Les ouvriers vont alors à l'UD-CFDT qui, elle, accepte de tirer le tract. Tous adhèrent sur le champ à la CFDT. C'est ainsi que naît sous l'impulsion de Jean-Michel, en particulier, une section CFDT à l'usine. Elle obtiendra aux élections professionnelles qui suivront, 40 % des voix.

Une cellule du PCMLF voit le jour la même année dans l'entreprise.

Début 1977, une nouvelle grève éclate pour une augmentation uniforme des salaires de 200 F. L'usine est occupée. Les camarades dont Jean-Michel ne se contentent plus de critiquer le sabotage des dirigeants du PCF, ils jouent un rôle de direction dans la lutte. Les révisionnistes eux, se réunissent avec les patrons et ensemble, font des promesses bidons. L'inexpérience des camarades ne permet pas cependant de faire suffisamment échouer leurs manœuvres. Au bout d'une semaine, les flics interviennent.

Après la grève, un marxiste-léniniste est élu

Agé de 31 ans, il est marié et père de deux enfants. Il est fils de paysans très pauvres ruinés. Son père est devenu manœuvre chez Olier, à Clermont. Il est mort des suites d'une chute depuis un pont roulant. En 1970, le père de Jean-Paul avait un salaire de 600 F par mois, et il logeait dans un baraquement de bois ayant été construit pour abriter les prisonniers allemands de la dernière guerre. Autant dire que Jean-Paul sait ce qu'est la misère et connaît la condition ouvrière. La vie de ses parents aura une influence très importante dans son engagement politique.

Malgré la pauvreté de ses parents, Jean-Paul parvient à faire des études supérieures. En 1966, à la faculté de Clermont, il entre en contact avec le MCF (Mouvement communiste français) qui deviendra plus tard le PCMLF. Il y adhère en 1967. En 1969, il est président de l'UNEF-Lettres de Clermont.

Face aux tentatives de liquidation du parti marxiste-léniniste en 1970, il défend celui-ci qui est un instrument indispensable à la révolution.

Envoyé par les PTT en



stage à Rennes, il joue dans cette ville un rôle actif dans le ralliement du groupe «Le travailleur» à l'Humanité rouge.

Jean-Paul devient inspecteur des PTT. Il a travaillé durant trois ans comme ambulancier et a contribué à créer les premières organisations marxistes-léninistes au centre de tri du PLM et de la gare d'Austerlitz. Il était à cette époque au conseil de l'USAT, secrétaire de la section ambulancier du sud-ouest. Il appartient au bureau de la section CFDT d'Austerlitz.

En 1974, le bureau de sa section, sous l'influence d'éléments du CERES, demande en assemblée générale des syndiqués sous exclusion du bureau. L'assemblée générale rejette cette demande.

Au cours de la grande grève dans les PTT en 1974, il joue un rôle important au centre de tri d'Austerlitz.

Depuis deux ans et demi, Jean-Paul est revenu à Clermont-Ferrand chez lui. Il travaille au centre de tri.

Ce camarade a connu plusieurs luttes politiques et revendicatives. Il a une grande expérience. Il est fermement attaché à la cause de la révolution.



Les marxistes-léninistes sont présents

Les marxistes-léninistes sont devenus la cible du PCF et de la direction.

Dans toutes ces luttes, Jean-Michel s'est affirmé comme un dirigeant ouvrier révolutionnaire lié aux ouvriers et ayant leur confiance et ceci malgré sa jeunesse.

Aujourd'hui, il est toujours délégué du personnel et secrétaire du syndicat de la métallurgie. Riom-Clermont.

Les candidats

Menvielle Jean-Pierre candidat

Il est fils de paysans pauvres. Pour l'élever, ainsi que ses trois frères, son père a été obligé, en plus de travailler à l'extérieur, d'abord comme manœuvre puis comme cantonnier. Et maintenant, ses parents, usés avant l'âge, par une

vie de soucis, de dur travail et de privations sont au bout du rouleau.

Il est né dans les Hautes-Pyrénées, mais comme pour beaucoup de jeunes du Midi, il lui a fallu quitter le pays pour pouvoir vivre.

Au contact des commu-

nistes marxistes-léninistes, il prend conscience progressivement que seule la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat pourront mettre fin à l'exploit des jeunes en leur permettant de vivre et travailler au pays, et en 1972, il rejoint leurs rangs.

Grâce aux sacrifices de ses parents, il a pu faire quelques études et il est rentré aux PTT comme inspecteur stagiaire. Nommé au Centre de tri PLM, il refuse de faire appliquer la discipline capitaliste du travail, c'est à dire de jouer les gardes-chiourmes, rôle que la bourgeoisie attend de ses cadres dans un centre de tri. Une première fois, fin avril 1977, le directeur du PLM avec le soutien actif d'un délégué FO et de deux délégués CGT (dont un du PCF) refuse de le titulariser. Et fin novembre, elle vient de le licencier grâce à la complicité des directions syndicales CGT-CFDT FO.

Les candidats

Caubet Dominique suppléante

Agée de 31 ans, enseignante, sa prise de conscience politique date du printemps révolutionnaire de 1968. Elle a milité pour soutenir la cause palestinienne et a participé à la création sur Paris de la première section de l'Association médicale franco-palestinienne, celle du 13e-5e dans laquelle elle continue à militer. Elle est militante dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France depuis 1976.



LES SOCIALISTES «prédominant»

Les partis de la bourgeoisie

LES SOCIALISTES «prédominant»

Les socialistes tiennent le haut du pavé, électoralement, ils sont traditionnellement élus à la mairie. Aux dernières municipales, des membres du PCF ont été aussi élus. Les socialistes de Clermont sont dans la lignée des vieux sociaux qui ont participé à la guerre d'Algérie.

Par exemple, sous leur impulsion, la ville a été durant la guerre d'Algérie, un fief du MNA et le FLN a eu beaucoup de mal à s'y développer. La municipalité s'est associée en 65 aux tentatives de Defferre pour créer un rassemblement centriste.

En 1965, la municipalité avait accordé au fasciste Tixier-Vignancourt une salle pour qu'il puisse y tenir une réunion électorale, malgré une opposition populaire sérieuse. Au moment de la réunion de Tixier, 2 000 manifestants étaient orés à la virer quand le

PC, pour éviter l'affrontement, a proposé sans grand succès, d'aller déposer une gerbe au monument aux morts. C'était là la première lutte, antiréformiste et anti-révisionniste, d'envergure à Clermont.

La municipalité de gauche cohabite sans problème avec Michelin.

Durant une grève aux Nouvelles galeries, alors que des cadres et des jaunes travaillaient, la municipalité dont l'autorisation est indispensable pour cela, autorisait la direction à solder de façon à attirer les clients et à casser la grève. Par devant, dans des tracts, ils disaient soutenir la grève.

A propos du barrage de Nausac, les conseillers généraux de gauche et de droite, du département, défendent les intérêts des gros paysans de la Limagne. Ils sont pour le barrage. La réunion du Conseil général sur Nausac

de nouveau, les dirigeants de la CGT sabotent la lutte. Un jour, au cours de cette lutte, une quarantaine d'ouvriers vont exiger de l'UD-CGT qu'elle tire un tract. L'UD refuse. Les ouvriers vont alors à l'UD-CFDT qui, elle, accepte de tirer le tract. Tous adhèrent sur le champ à la CFDT. C'est ainsi que naît sous l'impulsion de Jean-Michel, en particulier, une section CFDT à l'usine. Elle obtiendra aux élections professionnelles qui suivront, 40 % des voix.

Une cellule du PCMLF voit le jour la même année dans l'entreprise.

Début 1977, une nouvelle grève éclate pour une augmentation uniforme des salaires de 200 F. L'usine est occupée. Les camarades dont Jean-Michel ne se contentent plus de critiquer le sabotage des dirigeants du PCF, ils jouent un rôle de direction dans la lutte. Les révisionnistes eux, se réunissent avec les patrons et ensemble, font des promesses bidons. L'inexpérience des camarades ne permet pas cependant de faire suffisamment échouer leurs manœuvres. Au bout d'une semaine, les flics interviennent.

Après la grève, un marxiste-léniniste est élu

Les marxistes-léninistes sont devenus la cible du PCF et de la direction.

Dans toutes ces luttes, Jean-Michel s'est affirmé comme un dirigeant ouvrier révolutionnaire lié aux ouvriers et ayant leur confiance et ceci malgré sa jeunesse.

Aujourd'hui, il est toujours délégué du personnel et secrétaire du syndicat de la métallurgie. Riom-Clermont.

Les candidats

Menvielle Jean-Pierre candidat

Il est fils de paysans pauvres. Pour l'élever, ainsi que ses trois frères, son père a été obligé, en plus de travailler à l'extérieur, d'abord comme manœuvre puis comme cantonnier. Et maintenant, ses parents, usés avant l'âge, par une

vie de soucis, de dur travail et de privations sont au bout du rouleau.

Il est né dans les Hautes-Pyrénées, mais comme pour beaucoup de jeunes du Midi, il lui a fallu quitter le pays pour pouvoir vivre.

Au contact des commu-

nistes marxistes-léninistes, il prend conscience progressivement que seule la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat pourront mettre fin à l'exploit des jeunes en leur permettant de vivre et travailler au pays, et en 1972, il rejoint leurs rangs.

Grâce aux sacrifices de ses parents, il a pu faire quelques études et il est rentré aux PTT comme inspecteur stagiaire. Nommé au Centre de tri PLM, il refuse de faire appliquer la discipline capitaliste du travail, c'est à dire de jouer les gardes-chiourmes, rôle que la bourgeoisie attend de ses cadres dans un centre de tri. Une première fois, fin avril 1977, le directeur du PLM avec le soutien actif d'un délégué FO et de deux délégués CGT (dont un du PCF) refuse de le titulariser. Et fin novembre, elle vient de le licencier grâce à la complicité des directions syndicales CGT-CFDT FO.

Les candidats

Caubet Dominique suppléante

Agée de 31 ans, enseignante, sa prise de conscience politique date du printemps révolutionnaire de 1968. Elle a milité pour soutenir la cause palestinienne et a participé à la création sur Paris de la première section de l'Association médicale franco-palestinienne, celle du 13e-5e dans laquelle elle continue à militer. Elle est militante dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France depuis 1976.

Les candidats

Menvielle Jean-Pierre candidat

Il est fils de paysans pauvres. Pour l'élever, ainsi que ses trois frères, son père a été obligé, en plus de travailler à l'extérieur, d'abord comme manœuvre puis comme cantonnier. Et maintenant, ses parents, usés avant l'âge, par une

vie de soucis, de dur travail et de privations sont au bout du rouleau.

Il est né dans les Hautes-Pyrénées, mais comme pour beaucoup de jeunes du Midi, il lui a fallu quitter le pays pour pouvoir vivre.

Au contact des commu-

nistes marxistes-léninistes, il prend conscience progressivement que seule la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat pourront mettre fin à l'exploit des jeunes en leur permettant de vivre et travailler au pays, et en 1972, il rejoint leurs rangs.

Grâce aux sacrifices de ses parents, il a pu faire quelques études et il est rentré aux PTT comme inspecteur stagiaire. Nommé au Centre de tri PLM, il refuse de faire appliquer la discipline capitaliste du travail, c'est à dire de jouer les gardes-chiourmes, rôle que la bourgeoisie attend de ses cadres dans un centre de tri. Une première fois, fin avril 1977, le directeur du PLM avec le soutien actif d'un délégué FO et de deux délégués CGT (dont un du PCF) refuse de le titulariser. Et fin novembre, elle vient de le licencier grâce à la complicité des directions syndicales CGT-CFDT FO.

Les candidats

Caubet Dominique suppléante

Agée de 31 ans, enseignante, sa prise de conscience politique date du printemps révolutionnaire de 1968. Elle a milité pour soutenir la cause palestinienne et a participé à la création sur Paris de la première section de l'Association médicale franco-palestinienne, celle du 13e-5e dans laquelle elle continue à militer. Elle est militante dans les rangs des communistes marxistes-léninistes de France depuis 1976.

Les candidats

Menvielle Jean-Pierre candidat

Il est fils de paysans pauvres. Pour l'élever, ainsi que ses trois frères, son père a été obligé, en plus de travailler à l'extérieur, d'abord comme manœuvre puis comme cantonnier. Et maintenant, ses parents, usés avant l'âge, par une

vie de soucis, de dur travail et de privations sont au bout du rouleau.

Il est né dans les Hautes-Pyrénées, mais comme pour beaucoup de jeunes du Midi, il lui a fallu quitter le pays pour pouvoir vivre.

Au contact des commu-

nistes marxistes-léninistes, il prend conscience progressivement que seule la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat pourront mettre fin à l'exploit des jeunes en leur permettant de vivre et travailler au pays, et en 1972, il rejoint leurs rangs.

Grâce aux sacrifices de ses parents, il a pu faire quelques études et il est rentré aux PTT comme inspecteur stagiaire. Nommé au Centre de tri PLM, il refuse de faire appliquer la discipline capitaliste du travail, c'est à dire de jouer les gardes-chiourmes, rôle que la bourgeoisie attend de ses cadres dans un centre de tri. Une première fois, fin avril 1977, le directeur du PLM avec le soutien actif d'un délégué FO et de deux délégués CGT (dont un du PCF) refuse de le titulariser. Et fin novembre, elle vient de le licencier grâce à la complicité des directions syndicales CGT-CFDT FO.

Axes d'intervention

Nos axes d'intervention sur le secteur sont la question du logement qui est à l'ordre du jour étant donné les nombreuses luttes entreprises contre la rénovation, les expulsions et pour l'occupation des logements vides ; les femmes, la santé ; d'autre part, les entreprises avec le centre de tri Orléans-Austerlitz, le groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière où les communistes marxistes-léninistes sont présents et

La bataille politique de 1978

Le rassemblement pour la République (RPR)

Une ambition démesurée, agressive et inquiétante

Il a derrière lui les SAC et les CDR. Il n'hésite pas à dénoncer, dans le même discours, Marchais, Giscard, Mitterrand et Barre. «*Contre la crise morale et politique actuelle, contre le vertige de la facilité*», il propose aux Français «*la France qui lutte, la France de l'effort*». Jacques Chirac, chef du RPR gaulliste, est bien à l'image de ce qu'est son parti gaulliste, parti des grands monopoles.

les raisons de notre changement de tactique

Suite de la page 3

Cela n'était guère possible jusqu'à présent étant donné la faiblesse et la fragilité relative des forces marxistes-léninistes. Il était aléatoire de présenter quelques candidats sans qu'il y ait risque de confusion quant à notre orientation antiélectorale fondamentale. De ce point de vue, la situation a changé et le développement du Parti marxiste-léniniste permet d'ores et déjà de présenter plusieurs dizaines de candidats révolutionnaires prolétariens.

Il s'agit pour la plupart, comme peuvent le constater nos lecteurs, d'ouvriers ou de paysans qui ont fait leurs preuves dans la lutte classe contre classe en même temps qu'ils développent la

ligne des marxistes-léninistes en ce qui concerne la lutte contre les superpuissances et la nécessité d'édifier le parti révolutionnaire du prolétariat.

Ils jouissent de l'estime de nombreux travailleurs de leur circonscription auxquels ils viendront s'adresser lorsqu'ils leur expliqueront nos positions et les appelleront à refuser de voter pour les partis bourgeois de la majorité comme de l'Union de la gauche.

Cette bataille politique doit ainsi nous permettre d'amener en nombre bien plus grand les travailleurs à rejeter les illusions électoralistes et à rejoindre la voie révolutionnaire.

Les discours de Chirac sont toujours bâti sur le même mode (*).

TOUT ALLAIT BIEN

Cela commence par une description endiablée du gaullisme et de ses avantages. Depuis De Gaulle, en 1958, tout aurait progressé, notre niveau de vie en particulier.

On nous sort des chiffres honteusement tronqués : la hausse des salaires sans parler de la hausse des prix par exemple, ou bien on laisse dans «ces vingt ans», de longs silences comme les causes de l'éclatement révolutionnaire de Mai-Juin 1968, alors que par là tout allait si bien pour les travailleurs.

«Soudain la crise». C'est le deuxième thème, le deuxième si bien dans les actes que dans la crise n'a jamais été soudain, mais qu'elle existait déjà à l'état larvé, les causes, là encore, ne sont pas données. De Gaulle n'y semait pour rien : tout est à cause du prix du pétrole qui a augmenté. Argument 100 fois ressassé, qui nie que les monopoles du pétrole font des bénéfices toujours croissants et croissant plus vite que l'augmentation du prix



Debré, le vieux baron, et Chirac, le jeune loup. Une volonté de puissance démesurée. Un parti au service des grands monopoles.

des matières premières.

AVEC LA GAUCHE ? JAMAIS

Puis, Chirac s'enflamme un peu. C'est le deuxième volet du livre. Il attaque l'Union de la gauche.

Depuis que la gauche est divisée, les giscardiens et les centristes ont une certaine tendance à appeler le PS et les radicaux de gauche à les rejoindre sous une forme ou sous une autre. Chirac, lui, en reste à la dénonciation d'un PS, ridiculement qualifié de «révolutionnaire» et de «collectiviste» alors que ce n'est qu'un parti social-démocrate et bourgeois, d'un PCF tout aussi ridiculement qualifié de «marxiste-léniniste», alors que le PCF a officiellement, ouvertement, aussi bien dans les actes que dans les paroles, renié le marxisme-léninisme. rappelez-vous l'abandon officiel de la dictature du prolétariat, base de la doctrine de Marx et de Lénine.

PARTICIPATION ET EFFORT

Puis vient le troisième volet du discours et le troisième chapitre du livre : les propositions du RPR. Elles

sont essentiellement trois :

— comme tout parti de droite ou de gauche qui se présente aux élections, on nous promet la résorption du chômage... ce que 20 ans de Ve République n'a jamais su faire, au contraire, et même quand Chirac était Premier ministre.

— puis la participation, trompe-l'œil, que les gaullistes ont inventé après qu'ils aient eu très peur en Mai-Juin 1968. Chirac n'oublie pas dans sa panoplie cette idée et ces fausses promesses de l'arsenal gaulliste.

— vient le plus intéressant : l'appel à l'effort, à l'autorité de l'État républicain.

Chirac qui s'appuie sur des bandes armées comme les Services d'action civique (SAC), sur les comités de défense de la République (CDR) qui se nomment aujourd'hui «Rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau» (RCDR), Chirac qui est lié

à la CFT, «syndicat terroriste au service du patronat, Chirac qui, par les sections d'Action ouvrière et

professionnelle (AOP) voudrait encadrer la classe ouvrière dans les entreprises, propose aux monopoles une politique dure, musclée.

Pas de «réformisme» à la Giscard, pas d'alliance avec la gauche comme le voudraient les centristes, mais un pouvoir fort, qui lutte contre «le culte de la facilité», auquel se laisseraient aller la classe ouvrière et les travailleurs, un pouvoir soutenu par les bandes armées du capital.

Quand Chirac et son RPR vous parle de «La France qui lutte», «La France qui se bat», «La France de l'effort», c'est Dassault, le monopole de l'aviation, Hersant, le monopole de la presse, Foccart, barbouze officiel de tous les mauvais coups, Pierre de Bizet, secrétaire du SAC, qui vous appellent à soutenir une politique antiouvrière, anti-populaire.

(* C'est le même ordre que l'on retrouve dans le livre du RPR «Propositions pour la France».

A comme ambition, B comme barbouzes, C comme Chirac et D comme Dassault

CET HOMME EST DANGEREUX



d'intermédiaire discret entre le patronat et la CFT.

Par la suite, Chirac, qui depuis la mort de Pompidou dirige la présidence de la République, a par un coup de force réussi à prendre sans partage, la tête du parti

gaulliste, à la fin de l'année 1976.

Comme nous l'avons indiqué au passage, les liens de Chirac avec la direction de la CFT sont étroits. En 1975, lors d'un congrès de la CFT, Auguste Blanc se

porte secrétaire général, où plutôt il y est porté par Jacques Chirac, alors Premier ministre. Auguste Blanc devra démissionner de ce poste en 1977 lors de l'assassinat de Pierre Maitre, à Reims.

Par l'intermédiaire de Foccart, Pasqua, Sanguinetti, et autre personnages troubles, Chirac peut compter sur le soutien du SAC,

organisation paramilitaire fascisante, fortement centralisée, armée, très entraînée, composée de barbouzes et policiers.

Les crimes du SAC ne se comptent plus. Citons les crimes contre les militants du FLN au moment de la guerre d'Algérie, l'assassinat de Ben Barka où le SAC a largement trempé.

Château-Chirac

En 1969, Chirac fait l'acquisition d'un château, le château de Bity, en Corrèze. Ce seigneur féodal du capitalisme, ce baron du gaullisme, veut son château. Il en a les moyens... détournés.

En 1970-1971, Chirac, secrétaire d'État puis ministre, n'a pas payé d'impôt sur le revenu. D'autres sont dans le même cas, un nommé Chaban-Delmas, par exemple.

Chirac s'achète alors sa petite cahute : 2 000 mètres carrés de surface corrigée, tours et tourelles, dix hectares de terrains, une maison pour les gardiens. Prix : 210 000 Francs (21 millions d'anciens francs) et non pas 60 000 F (6 millions anciens) comme Chirac le déclare au début.

Vous direz : 21 millions c'est peu. Oui, il y a d'importantes réparations à faire. Cela va-t-il coûter cher ? Mais non voyons, puisque un mois après l'achat, Château-Chirac est classé monument historique. Chirac peut alors recevoir une subvention des Beaux-arts et déduire les frais des travaux de sa déclaration de revenus.

Jacques Chirac est né dans le monde de la finance. Son père fit carrière dans une banque puis gère une société du groupe Potez. Il était l'ami de Dassault.

Chirac a fait ses études tout d'abord au lycée Louis Le Grand, puis entre à l'école des élèves officiers de réserve de Saumur où, dit-on, la sécurité militaire l'avait fiché comme un «dangereux communiste».

Ensuite, Chirac a fréquenté l'université américaine de Harvard. Puis, il rentre à l'ENA, l'école où la bourgeoisie française forme ses hauts-fonctionnaires.

En 1956, au même moment, il épouse, pas n'importe qui, mais la nièce du secrétaire général permanent de la Défense nationale d'alors, Geoffroy Chaudron de Courcel, qui en 1974, devenait secrétaire général au Quai d'Orsay. Envoyé en Algérie durant la sale guerre coloniale, il déclare avoir vécu là «la période la plus passionnée» de son existence. Démobilisé en juin 1957, en pleine guerre d'Algérie, il rempile en avril 1959. En janvier 1960, à l'époque où l'on parle de putsch d'extrême-droite dans l'armée, Chirac hésite. Pour fi-

nir, il se range du côté de De Gaulle, au dernier moment.

Dassault n'a pas seulement tenu le petit Jacques sur ses genoux, il reste son protecteur aujourd'hui encore.

Plus tard, grâce au soutien financier de l'avionneur, Chirac a pu se tailler un fief électoral en Haute-Corrèze. Couvé par Pompidou, à la recherche d'un personnel politique qui lui soit dévoué, et qui cherchait à se débarrasser de l'influence des barons du gaullisme, Chirac commence son ascension. En novembre 1962, il entre dans le quatrième gouvernement du Premier ministre de De Gaulle, Pompidou.

A la mort de De Gaulle, Chirac joue un rôle important dans l'élection de Pompidou à la présidence de la République. Il aurait, dit-on, géré les fonds électoraux de Pompidou et en particulier la dizaine de millions que le candidat à la présidence aurait reçu du patronat pour financer sa campagne électorale.

Peu connu mais significatif est l'appui que Chirac aurait reçu au début de sa carrière du nommé Albertini, qui depuis longtemps sert



60 millions avant le 31 décembre

A Rennes

Une soirée de soutien à notre journal

Nos camarades de Rennes ont organisé, vendredi dernier, une soirée pour soutenir notre journal et répondre à son appel pour « 60 millions avant la fin de l'année ».

Dans l'entrée, les quelques 250 personnes venues à cette soirée pouvaient trouver, aux tables de vente bien garnies, notre presse, les publications des Editions du Centenaire et d'autres (chinois par exemple).

Après une brève intervention d'un camarade de Rennes pour ouvrir la soirée, le groupe Octobre présentait plusieurs chansons, terminant par celle du parti, créée par la Chorale de Lille « La lyre des travailleurs ». Puis la troupe Jean Rigolet, de Nantes, présentait sa pièce sur la justice que de nombreux travailleurs ont eu l'occasion de voir dans la région, en particulier lors de galas de soutien à des luttes. Après la pièce, un membre de la troupe dit une fable ridiculisant la bourgeoisie de Redon lors de la lutte des travailleurs de l'entreprise Garnier.

Puis un montage-diapos retraça l'histoire du Parti communiste marxiste-léniniste de France, notamment dans la région de Rennes.

Une brève intervention d'un rédacteur de notre journal, centrée sur le principe qui est le nôtre de rechercher la vérité dans les faits, ses conséquences sur le fonctionnement de notre journal, le choix de nos sources d'information et le rôle essentiel de nos lecteurs et de tous les travailleurs dans ce domaine, introduisit, pour terminer, un riche débat qui dut être interrompu du fait de l'heure tardive.

Voilà une excellente initiative de soutien à notre journal tant sur le plan financier que politique. En avant pour les 60 millions, pour que vive et se renforce notre journal !

NOUS VOUS PROPOSONS

Calendrier 1978

Réalisé par nos soins, ce calendrier en couleur, illustré de photos d'actualités contient aussi de nombreuses adresses utiles : 10 F

Caricatures

Recueil de caricatures parues dans notre journal ou inédites : 5 F

Vous passez vos commandes à l'adresse et au CCP du journal (et non à l'APN).

• St Etienne

Soutien aux emprisonnés marocains

L'UNEM a organisé diverses actions à Saint-Etienne pour soutenir la grève de la faim des marxistes-léninistes marocains, détenus dans les prisons d'Hassan II. Ils ont décidé en assemblée générale de mener une grève de la faim de 48 h et d'en faire un temps fort de propagande.

56 étudiants marocains y ont participé. Ils ont profité de ces deux jours pour faire une propagande sur la lutte des prisonniers politiques au Maroc : conférences de presse, prises de parole dans les foyers et restaurants universitaires, collectes pour les familles des détenus.

Les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de

Saint-Etienne ont rendu visite aux grévistes. Ils leur ont apporté un communiqué des cellules du Parti communiste marxiste-léniniste de France de Saint-Etienne qui déclare : « Le PCMLF soutient ces militants marocains qui ne se laissent pas abattre par la répression, qui poursuivent héroïquement la lutte contre le régime fasciste d'Hassan II. »

« Le PCMLF s'engage à populariser la lutte du peuple marocain. Il soutient la grève de la faim des 56 étudiants marocains organisée par l'UNEM. »

Libération des emprisonnés !

Soutien à la lutte du peuple marocain !

RECTIFICATIF

Dans notre édition datée du 20 décembre, une coquille s'est glissée dans l'article : « J'informe » n'est pas le seul... (page 3, colonne de gauche). En effet, à la place du « Quotidien du peuple », il fallait lire le « Quotidien de Paris ».

La session parlementaire est close

25 textes votés en 24 heures !

La session parlementaire 1977 est close mercredi soir, sur les chapeaux de roues. A la Chambre des députés, 25 textes examinés en un jour et au Sénat, 13 projets de loi examinés sur la seule journée de mardi.

Les derniers votes importants de l'Assemblée parlementaire furent l'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord et la généralisation de la Sécurité sociale.

LES RAPATRIÉS ET LES CURÉS

Un million ancien accordé aux rapatriés à titre d'indemnisation, cette mesure votée mardi soir a été l'objet de nombreuses polémiques au sein de la majorité et entre la gauche et la droite.

C'est que les Français rapatriés constituent traditionnellement une masse électorale importante et organisée. Ce sont des gens qui ont participé, d'une manière ou d'une autre, à l'exploitation coloniale de l'Afrique du Nord avant l'indépendance. Les gros colons, qui avaient organisé la colonisation, sont indemnisés largement depuis longtemps, et même placés dans des hauts postes de l'administration d'Etat. Quant aux colons plus petits, ceux qui possédaient moins ou très peu en Afrique du Nord, ils furent souvent roulés par le gouvernement français et par les gros colons.

Toujours est-il que les Français rapatriés posent régulièrement leurs exigences au gouvernement avant chaque échéance électorale surtout.

Il s'agit donc bien d'un cadeau électoral que ce million d'anciens francs. De même que la surenchère de Chirac sur le gouvernement ou celle de la gauche sur l'ensemble de la droite avait des buts électoraux.

Ce n'est pas par hasard non plus que les députés ont voté la généralisation de la Sécurité sociale aux membres du clergé et aux congrégations religieuses peu avant les élections. Selon les estimations officielles, un prêtre influence en moyenne 10 électeurs...

A QUOI SERT LE PARLEMENT ?

Un autre fait est venu marquer cette fin de législature : le dépôt d'une grosse dizaine de projets de loi par le PS.

Là encore, il s'agit de montrer avant les élections ce que ferait une Chambre des députés à majorité de gauche après mars 1978 : ce n'est qu'un acte de propagande qui ne peut changer le sort des travailleurs.

Sous la quatrième République, ayant l'arrivée de

frage universel, non plus par les députés. Et tous les votes se font au Parlement de façon bloquée : droite contre gauche.

Or, dans un cas comme dans l'autre, sous la quatrième comme sous la cinquième République, les résultats de ces votes n'ont jamais marqué une amélioration du sort des travailleurs. Quand, par exemple, se lève un vaste mouvement de masse en faveur de la liberté de l'avortement, le Parlement est alors obligé de voter la loi. Mais la victoire vient de la rue, de la lutte quotidienne, pas du Parlement. Et

la loi n'est même pas appliquée comme elle fut votée.

« J'assurerai le maintien des institutions dans toutes les circonstances » a déclaré Giscard mardi soir devant quelques députés invités à partager son humble repas, à l'occasion de la fin de la session parlementaire.

Ce qui veut dire en terme clair, que Giscard compte rester président de la République, élu au suffrage universel direct, selon la Constitution, quelle soit la couleur dominante de la future Chambre des députés.

« Si j'étais Saharaoui... »

(Suite de la page une)

J'ai dit à mes supérieurs que je ne voulais plus faire ce genre de travail.

Insistant sur le fait que tant les gouvernements français et mauritanien que les firmes qui les employaient leur avaient toujours caché la nature et l'étendue exacte des combats : « Vous pouvez y aller, vous n'avez rien à craindre, juste de temps en temps, ça bouge un peu ». L'un d'eux a déclaré : « Pour le gouvernement français, je ne pense pas que nos vies puissent compter à côté des énormes intérêts qu'il y a à

Zouerate. Nous avons été mal informés sur ce qui s'y passait ». « Je conseille à tous les Français de rester chez eux, dans leur famille » fut-il ajouté...

Parlant de la lutte du peuple sahraoui, ils ont enfin déclaré : « Ce peuple a le droit de vivre, c'est normal qu'il se batte, la France n'a rien à faire là-dedans ».

Ces paroles ont dû siffler désagréablement aux oreilles de De Guiringaud, le ministre français des Affaires étrangères. C'est en versant, en effet, des larmes

de crocodile sur le sort intolérable fait à des ressortissants français qu'il avait justifié les agressions des Jaguars contre les colonnes du Polisario.

Très gêné, De Guiringaud n'a rien trouvé de mieux à dire, devant l'Assemblée nationale, que de prétendre que le rôle de l'aviation française au Sahara « relevait, dans une très large mesure, de l'affabulation ».

Qu'entend ce monsieur par « dans une très large mesure » ? Et est-ce que les 60 Sahraouis brûlés vifs par le napalm de l'impérialisme français, ça ne lui suffit pas ?

• Saint-Brieuc

Dernier hommage à notre camarade Chantal Le Jeune

Les amis, camarades et parents de Chantal, décédée le 29 novembre 1977, se sont réunis sur sa tombe le samedi 10 décembre 1977. Voici le texte qui a été lu au nom de la section de Saint-Brieuc du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Ce n'est pas des liens superficiels que nous tous, ses camarades, amis et parents qui lui rendons hommage aujourd'hui, avions avec Chantal, mais des liens profonds.

Ses camarades de travail à l'hôpital appréciaient dans la vie de chaque jour son esprit fraternel et sa gaieté, les malades aussi...

Fille d'ouvrier et de syndicaliste, Chantal était une travailleuse à laquelle la société capitaliste n'a pas fait de cadeau.

Son attitude était conforme à l'idéal qu'elle voulait atteindre au coude à coude avec ses camarades : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme, et au-delà une société sans classes, le communisme.

C'est sur cet espoir que le dynamisme qu'elle a manifesté d'abord en militant

à la JOC, puis dans le Comité de soutien à la grève de Pédernec, dans la grève de l'hôpital en mai-juin 1976. De nombreux travailleurs se souviennent de son enthousiasme et de sa détermination dans cette lutte alors qu'elle n'était pourtant qu'auxiliaire.

Bien plus, syndiquée CGT, elle a osé affronter une lutte difficile à l'intérieur de la CGT malgré son isolement.

Enfin, pour Chantal, son engagement dans les rangs du Parti communiste marxiste-léniniste de France, dans la cellule d'entreprise de l'hôpital était le moyen, l'instrument décisif pour forger l'unité des travailleurs, organiser et mener toutes les luttes jusqu'à l'objectif final.

A travers son parti et avec son aide, Chantal a

trouvé les ressources pour mener le combat de tous les jours contre le capitalisme. Dans ce combat, Chantal a rompu l'isolement, fortifiant sa volonté et sa conscience. Cela l'a aidée à lutter contre la maladie. Que la maladie l'ait emportée, ne diminue en rien son courage.

Pour nous, son attitude consistant à faire face dans toutes les situations, son esprit d'aller à contre-courant, reste exemplaire.

Même dans la phase aiguë de sa maladie, quand elle avait la possibilité de l'exprimer, elle manifestait toujours le désir de poursuivre le combat. C'est pourquoi, le souvenir que nous garderons, c'est celui de Chantal vivant et luttant. Si Chantal n'a pas pu nous accompagner plus loin, en effectuant son geste, elle n'as pas renié son idéal, au contraire, c'est pour nous un appel à réaliser le monde meilleur dont elle avait besoin, la société socialiste, le communisme.

Nous te devons, Chantal, de continuer la lutte pour ton idéal.



FO, UN SYNDICAT FIDÈLE A SES ORIGINES

30 ans après l'opération scissionniste qui donna naissance à la CGT-FO (Force ouvrière), Bergeron, son secrétaire général, se présente comme un champion de l'indépendance du syndicat à l'égard des partis. « Pour jouer un rôle à la mesure de ses possibilités et de ses devoirs, le mouvement syndical devra demeurer indépendant de l'Etat et des partis. Voilà ce qu'il déclare sans rire.

Aujourd'hui, un nombre grandissant de travailleurs rejettent la ligne de collaboration de classe, la ligne de soumission aux partis de gauche suivie par les dirigeants de la CGT et de la CFDT. Les travailleurs luttent au sien de ces syndicats pour qu'ils soient indépendants des partis bourgeois : PCF et PS.

Aussi les Séguy et Maire n'arrêtent pas de se répandre en protestations d'indépendance. Voilà donc Bergeron qui vient faire chorus avec eux. Pourtant, jamais, les mots ne pourront escamoter les faits : toute l'histoire de FO et de ses dirigeants est marquée par une activité ouverte au service des exploités.

FO, c'est d'abord, à sa création, une entreprise de division de la classe ouvrière, menée à l'instigation du grand capital et de l'impérialisme américain.

Déjà en 1939, un groupe de dirigeants bourgeois de la direction CGT, animé par Belin (celui-ci devait finir ministre de Pétain) et Léon Jouhaux organisèrent la scission et la désorganisation du mouvement syndical en excluant tous ceux qui combattaient leur politique de soumission à Hitler. Au premier rang de ces exclus se trouvaient des syndicalistes et des communistes éprouvés comme Pierre Semard.

Sortie réunifiée de la résistance, la CGT devait affronter de nouveau les attaques menées de l'intérieur par la bourgeoisie.

C'est l'époque où l'impérialisme américain poursuit activement sa politique d'hégémonie mondiale dont le plan Marshall est un des maillons-clés. Ce plan, sous couvert d'aide à la reconstruction d'une Europe affaiblie par la guerre, vise en réalité à la domination de l'Europe par les monopoles US.

En même temps, l'année 1947 connaît en France un développement considérable des luttes de la classe ouvrière sur laquelle pèse tout le poids d'une reconstruction qui ne profite qu'aux capitalistes. C'est notamment la grande grève de novembre-décembre qui touche presque toutes les branches et qui rassemblera dans la lutte jusqu'à deux millions de grévistes.

C'est le moment que choisissent les scissionnistes bourgeois, Jouhaux (le même), Bothereau et Cie pour démissionner de la direction CGT. Ces gens-là sont des partisans acharnés de la collaboration de classe et du soutien au plan Marshall, des briseurs de grèves patentés.

Regroupés depuis 1945 autour d'un journal fractionniste, intitulé « Force Ouvrière », après avoir voyagé aux États-Unis, Jouhaux et sa clique vont créer en avril 1948 leur nouveau syndicat CGT-FO. Cette scission bénéficiera du soutien actif des socialistes de la SFIO qui siègent au gouvernement (dont Mitterrand est déjà membre) et des dollars US qui afflueront pour soutenir la mise en place de ce « syndicalisme libre ».

Depuis, les dirigeants de FO n'ont jamais démenti la vocation antiouvrière de ce syndicat. Bergeron s'est distingué entre tous comme un partisan acharné des accords de collaboration de classe, toujours prêt à coller sa signature en bas d'un accord antiouvrier. Ces mérites sont si bien reconnus par le patronat que, l'année dernière, l'UIMM (Chambre patronale de la métallurgie affiliée au CNPF) publiait une note interne recommandant à ses adhérents de soutenir activement les syndicats FO et même de les créer de toutes pièces.

En effet, le sigle CFT a acquis une telle notoriété antiouvrière qu'il devient encombrant pour implanter des syndicats, mais implanter FO c'est ce que le patronat a déjà tenté de faire à Citroën-Rennes ou aux Câbles-de-Lyon à Clichy, par exemple.

C'est la vocation du syndicat FO de Bergeron de servir aujourd'hui d'asile aux truands du patronat et aux politiciens du PS. La belle indépendance que voilà !

• Deffrenne-Roubaix La lutte continue !

Au mois d'août, les Deffrennes étaient passés en jugement devant les prud'hommes. Le jugement avait donné raison aux occupants. Les syndicats ne pouvaient rester sur une telle décision, et ont fait appel. Le nouveau procès a lieu le 19 décembre à Douai.

Selon le jugement rendu lundi prochain, les Deffrennes peuvent être expulsés le lendemain. Il faut donc que la mobilisation se renforce pour soutenir les occupants face à une intervention possible des flics.

Correspondant HR

• Michelin Clermont -Ferrand Pour les 40h sans perte de salaire, Pour le repos du samedi et dimanche 28000 travailleurs se battent !

Mercredi 21 décembre, le mouvement de grève qui touche toutes les usines Michelin de Clermont-Ferrand se poursuivait.

Non seulement la lutte rassemble les ouvriers de production, premiers touchés par la menace d'un horaire en semi-continu, mais aussi un certain nombre de mensuels et aussi ceux du laboratoire de recherche se sont joints à la grève.

Mardi, près de 10 000 travailleurs se retrouvèrent place des Carmes pour un meeting.

Cette grève aux usines Michelin revêt une grande importance pour la classe ouvrière, tant à Clermont où plus d'un salarié sur deux travaille pour Michelin,



Lors du meeting, place des Carmes

qu'au plan national. La lutte engagée contre le travail en semi-continu (horaire qui prélude au passage pur et simple en continu), intéresse tous les travailleurs que le capital exploite selon le système du travail posté.

Comme le disent les femmes et les hommes exploités par le trust Michelin, ce qu'on défend, ce sont nos conditions de vie, la possibilité d'avoir une famille.

Pour tous les travailleurs le week-end c'est le seul moment où les parents peuvent voir leurs enfants, où mari et femme peuvent se rencontrer. Et il faudrait sacrifier ça aussi sur l'autel des profits des monopoles !

• Foyer Sonacotra Montreuil PREMIERE RIPOSTE A DES MESURES D'INTIMIDATION

La Sonacotra est en train de conclure un accord avec le centre international des étudiants et stagiaires en vertu duquel les chambres du foyer du Montreuil la Noue seraient en totalité attribuées à des étudiants stagiaires, une fois les travailleurs chassés du foyer !

Cela a commencé, mais les étudiants qui sont déjà dans ce foyer ont entièrement adopté les revendications des résidents et se sont associés à la grève des loyers.

Pour cette raison, leurs bourses ont été suspendues et ils sont menacés d'expulsion.

Samedi dernier, près de 100 travailleurs, français et immigrés, se sont rassemblés devant le foyer pour protester contre ces mesures. Après les explications fournies par

un stagiaire, un résident du foyer, membre du Comité de coordination, a affirmé le soutien total des résidents aux stagiaires. S'adressant aux travailleurs à leurs fenêtres dans les immeubles voisins, il a dénoncé ceux qui ne cessent d'affirmer leur soutien en parole mais ne font rien dans la pratique et attaquent le comité de coordination. Dans sa vibrante intervention, il a déclaré : « Il est temps, il est grand temps de riposter à la campagne raciste du gouvernement et de s'unir, Français et Immigrés. »

Cette campagne est bien en effet une attaque contre tous les travailleurs.

D'autres initiatives suivront.

Pour la lutte en paroles mais contre dans les faits

La CGT tenait, à Montreuil justement, une conférence nationale sur les problèmes de la main-d'œuvre Algérienne, le 25 novembre dernier. Lomet, secrétaire de la CGT, y déclarait : « Nos Unions départementales, locales ont raison de se placer à la tête des luttes dans les foyers... comme elles ont raison de préparer sous des formes appropriées, la coordination départementale de ces actions ».

La CGT n'était pas à la tête des luttes samedi, elle n'était pas là du tout !

Quant à la coordination, celle qui existe et dirige effectivement la lutte,

la CGT ne connaît pas, ou plutôt connaît trop bien ; elle n'en veut pas !

Il y a mieux. Lomet dit aussi : « Si nous comprenons parfaitement le refus de payer les augmentations de redevances... pour autant nous ne pouvons pas encourager les occupants de ces foyers à ne rien payer du tout. Cette forme d'action... est même pleine de danger pour ces travailleurs et peut entraîner un processus de chantage, de menaces conduisant à la désunion et à la répression ». Et voilà pour la lutte : ils sont contre, comme ils sont contre le comité de coordination !

• SADE-Chelles LA LUTTE PAIE !

La SADE est une entreprise publique employant une quarantaine de personnes, pour la plupart immigrée. Cette entreprise fabrique des canalisations. Une section CGT regroupe une dizaine d'adhérents.

Le 12 décembre, les travailleurs se mettent en grève (sauf les chefs de chantiers) et déposent leur cahier de revendications, ils demandent :

- le 13e mois.
- l'augmentation de 2 % « autorisée » par le gouvernement.
- une prime de fin d'année de 700 F (avant, il n'y en avait pas).

- des bleus payés par l'entreprise.

Après huit jours de grève avec occupation de jour des bureaux, le patron cède sur ces revendications sauf le 13e mois et n'accorde que 1,5 % d'augmentation.

C'était leur première grève, dans l'unité français-immigrés, syndiqués et non-syndiqués (ils n'avaient pas débrayé le 1er décembre).

C'est cette voie qui peut conduire au succès, non les journées « d'action » prônées par les états-majors syndicaux.

Correspondant HR

SUITE DE L'EDITORIAL DE LA PAGE 1

Or le problème n'est pas là car tout monopole investit à l'étranger. Le problème est qu'il faut mobiliser les ouvriers contre les licenciements, contre le capitalisme. Sans cela on tombe dans le chauvinisme (défense de « son » capitalisme), dans le racisme (« les étrangers qui ne luttent pas pour être bien payés »).

L'action collective et résolue est seule garante d'un succès ou d'une chance de succès.

Inévitablement, à partir du moment où on va à l'assaut de manière groupée, la résistance du capitaliste se fait plus vive et plus dangereuse. Car, pour lui, ce sont ses profits qu'il joue. Il est prêt à tout.

Par conséquent, les ouvriers eux aussi doivent être prêts, unis, solidaires, marcher comme un seul homme. Cette unité nécessaire ne se fera pas sans lutte. Lutte contre les vieilles habitudes localistes engendrées par le capitalisme lui-même. Luttés contre la division : un ouvrier payé à des prix différents dans des endroits différents pour

un même travail. Lutte contre les bureaucrates syndicaux qui siègent dans les comités d'entreprise et qui déjà se concertent pour trouver la meilleure façon de faire avaler les 6 000 licenciements.

C'est pourquoi, dès aujourd'hui, notre journal appelle les ouvriers de tout le pays à se mobiliser activement dans les syndicats comme en dehors pour mettre en échec cette nouvelle manœuvre antiouvrière. Le succès de la lutte dépend de l'unité des ouvriers et du rôle que le parti du prolétariat saura jouer pour renforcer davantage ses liens avec les masses.

La lutte prend une ampleur particulière. Ce n'est pas une petite usine qui est concernée, mais un trust aux multiples ramifications, une véritable banque, avec ses appuis politiques, ses liaisons internationales. Donc se pose clairement un problème de coordination concret de la lutte. Les ouvriers ne doivent pas aller à la bataille en ordre dispersé au gré des circonstances.